



# La Commune



## Un pays en ébullition

Bolivie

Plus de 200 000 manifestants, ouvriers et paysans ont, à l'appel du MAS, de la CSUTCB (Confédération paysanne), de la Fejuve (Associations des habitants) de El Alto, de la COB (Centrale Ouvrière Bolivienne), envahi La Paz, le 20 octobre, pour exiger du Congrès qu'il convoque le référendum destiné à approuver la nouvelle Constitution. Ce qui fut fait par les deux tiers de ses membres, mais après avoir modifié 105 de ses articles. Malgré les atermoiements et les recules du gouvernement et de Morales, le processus révolutionnaire qui a chassé les présidents précédents se poursuit. Et il n'est pas près de refluer. Etat d'un pays mobilisé contre putschistes et pro-impérialistes.

La nouvelle Constitution votée en décembre 2007, après un an et demi de discussions, par l'Assemblée Constituante, contient un certain nombre d'articles extrêmement positifs, résultat de la mobilisation des masses. Elle contient la nationalisation des hydrocarbures et de l'eau ; l'autonomie des peuples indigènes avec la reconnaissance de leurs langues, de leurs cultures, de leurs écoles, de leur justice ; la réforme agraire et la fin des grandes propriétés de plus de 5000 ou 10 000 hectares avec indemnisation des propriétaires. Une réforme limitée mais qui va permettre l'accès à la terre pour des milliers de paysans.

### La question de la terre

D'après le Mouvement Sans Terre, sur les 65 millions d'hectares cultivables, 40 millions sont aux mains des grands propriétaires, 15 millions sont cultivés par les communautés paysannes et les peuples indigènes (il s'agit de terres de mauvaise qualité), les 10 millions restants qualifiés de " protégés " sont pour la coupe de bois, l'extraction du gaz et de minerai. Y ont accès les puissants comme les pauvres.

Cette nouvelle Constitution qui fait des incursions dans la propriété privée des moyens de production a été immédiatement dénoncée comme " communiste " par la réaction regroupée essentiellement dans les cinq provinces de l'est qui forment la " Média Luna " (le croissant de lune) à savoir Santa Cruz, Beni, Pando, Chuquisaca et Tajira.

### Un accord dans le dos des masses

Dans le dos du peuple bolivien et alors que les abords du Congrès étaient cernés par les manifestants, le MAS et les partis de droite ont abouti à un accord modifiant substantiellement la Constitution piétinant ainsi le travail de l'Assemblée Constituante. De ces modifications, la plus connue est celle interdisant à Evo Morales de se présenter aux élections de 2014. Mais il y en a d'autres par exemple celle concernant l'article 398 qui établit la superficie maximum de la propriété de la terre. Le peuple bolivien va devoir se prononcer par référendum sur la limite maximale des propriétés 5 000 ou 10 000 hectares. Mais les propriétés qui sont en procédure " d'assainissement " ne seraient plus soumises aux limitations de superficie. C'est dire que la réforme agraire va subir de ce fait une nouvelle limitation au détriment des paysans qui ont contribué à l'élaboration de la nouvelle Constitution et au profit des grands propriétaires terriens de la " Media Luna ", dont l'ex-président de la Chambre d'Agriculture, Zvonko Matkovic, possède à lui seul 1,3 million d'hectares de terres.

### Une nouvelle période s'ouvre

Cet accord crée a ouvert une période de confusion politique pour les ouvriers et paysans boliviens. Les tentatives de putsch ont été étouffées dans l'oeuf par leur mobilisation, la réaction a abandonné temporairement ses plans putschistes et a tout misé sur l'accord avec le MAS pour édulcorer la nouvelle constitution.

Une fois de plus la bourgeoisie gagne du temps. Mais le processus révolutionnaire qui a chassé les présidents réactionnaires et a conduit à l'élection d'Evo Morales est toujours vivant. L'expulsion des multinationales, la nationalisation à 100% des hydrocarbures, la fin de la grande propriété terrienne sans indemnisation et la répartition de la terre aux masses paysannes, l'augmentation des salaires et un système de retraite garanti par l'Etat, le châtiement des fascistes : " l'agenda d'octobre " reste au coeur des préoccupations du peuple bolivien. Sa réalisation exige de rompre avec les capitalistes.

Le pacte tourne le dos à ces aspirations. Les réformes mêmes limitées engagées par le gouvernement d'Evo Morales se heurtent aux exigences des grands propriétaires terriens, aux patrons, à l'impérialisme. La coexistence entre " le capitalisme andin " prôné par Evo Morales et " l'agenda d'octobre " est impossible. " l'équilibre " ne pourra durer éternellement, le dilemme sera tranché tôt ou tard en faveur des ouvriers et des paysans boliviens ou de l'oligarchie liée à l'impérialisme. De nombreux responsables de la COB, d'organisations populaires et paysannes se sont prononcés contre le pacte, ils représentent l'avenir. Nous sommes avec eux.

Modifié le mercredi 12 novembre 2008

## Voir aussi dans la catégorie Bolivie

Troisième mandat pour Evo Morales

Le dimanche 12 octobre la Bolivie votait pour désigner son nouveau président. Les derniers sondages donnaient Evo Morales vainqueur avec 56% de voix dès le premier tour. Les Boliviens viennent de... >>

---

### Un pays en ébullition

Plus de 200 000 manifestants, ouvriers et paysans ont, à l'appel du MAS, de la CSUTCB (Confédération paysanne), de la Fejuve (Associations des habitants) de El Alto, de la COB (Centrale Ouvrière... >>

---

### Rumeurs de coup d'état

élu avec près de 54 % des voix en décembre 2005, le premier Président amérindien de Bolivie, Evo Morales, soutenu par son parti le MAS, (Mouvement vers le Socialisme) majoritaire au Parlement, a... >>

---

### Une nouvelle étape

l'adoption de la nouvelle Constitution et la décision prise par le gouvernement d'Evo Morales d'appeler à un référendum ouvrent une nouvelle étape dans situation politique que connaît la... >>

---

### Une situation tendue

Le lundi 22 janvier 2006, il y a juste un an, Evo Morales accédait à la Présidence de la Bolivie avec 53,7 % des voix aux élections présidentielles. À l'occasion de cet anniversaire, il a fait... >>

---

### Les plus mauvais jours

Evo Morales a gagné les élections présidentielles de décembre 2005 avec 54 % des voix. Avec ce score, il écrasait sans appel l'ensemble des partis des anciens Présidents, Sánchez de Losada et... >>

---